

# Assemblée générale

QUARANTE-SIXIÈME SESSION

*Documents officiels*

7e séance

tenue le

vendredi 11 octobre 1991

à 10 heures

New York

## COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 7e SEANCE

Président : M. MUNTASSER (Jamahiriya arabe libyenne)Président du Comité administratif pour les questions administratives  
et budgétaires : M. MSELLE

## SOMMAIRE

POINT 104 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS  
VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées,

dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750,  
2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GENERALE

A/C.5/46/SR.7

22 novembre 1991

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

La séance est ouverte à 10 h 30.

POINT 104 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORTS FINANCIERS ET ETATS FINANCIERS  
VERIFIES ET RAPPORTS DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES (suite) (A/46/5  
et Add.1, Add.3 à 5 et Add.7; A/46/298, A/46/299, A/46/404 et A/46/510)

1. M. MICHALSKI (Etats-Unis d'Amérique) observe que les rapports du Comité des commissaires aux comptes sont l'une des quelques sources d'information crédibles permetant aux gouvernements de déterminer si les ressources mises à la disposition des organisations internationales sont utilisées aussi efficacement et rationnellement que possible. Malheureusement, les rapports d'évaluation du Secrétaire général et des chefs de secrétariat n'ont pas répondu à l'objectif visé.

2. Le Comité des commissaires aux comptes a fait un excellent travail en analysant les pratiques financières et de gestion des organismes et programmes des Nations Unies, mais, comme il ressort de son rapport sur l'application de ses recommandations antérieures (A/46/299), les administrations ont souvent manifesté peu d'empressement à appliquer pleinement lesdites recommandations.

3. Le Comité avait été prié d'examiner l'efficacité des mesures correctives prises ou envisagées par les administrations des organismes et programmes des Nations Unies. Dans son rapport sur l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) (A/46/5/Add.3), il évalue les mesures prises par l'Administration de l'Office pour remédier aux problèmes soulevés dans le rapport de vérification pour 1989. Il ne lui a pas été possible de le faire pour le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), en raison de la présentation tardive de la documentation. La délégation des Etats-Unis a hâte de recevoir régulièrement des informations concernant aussi bien le HCR que tous les autres organismes et programmes dont les comptes sont vérifiés.

4. La délégation des Etats-Unis est préoccupée par le fait que les organisations et programmes dont les comptes sont vérifiés n'ont pas pris diverses mesures demandées par l'Assemblée générale dans sa résolution 45/235, en particulier aux alinéas b), c) et d) du paragraphe 13 et au paragraphe 16. Vu les graves problèmes relevés par le Comité lors de vérifications antérieures, elle ne saurait accepter l'argument selon lequel aucune mesure de suivi n'était nécessaire en l'occurrence.

5. La délégation des Etats-Unis se plaît à noter que l'étude intérimaire du Groupe de vérificateurs externes des comptes sur l'élaboration de principes et normes comptables adéquats qui pourraient être communs à tous les organismes des Nations Unies, demandée au paragraphe 5 de cette même résolution, est déjà prête et qu'il est prévu de l'examiner au titre d'un autre point de l'ordre du jour. Elle espère que les vues y relatives du Comité administratif de coordination (CAC) seront disponibles sous peu.

(M. Michalski, Etats-Unis)

6. S'agissant du rapport du Secrétaire général sur la question des engagements non réglés (A/46/404), la délégation des Etats-Unis pense, comme celle du Canada, que les changements proposés ne doivent pas se traduire par une perte de contrôle sur les coûts et l'exécution des projets.

7. La délégation des Etats-Unis note avec satisfaction que, pour la première fois, le Comité a établi des rapports intérimaires sur le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Centre du commerce international (CIC), qui sont axés plus spécialement sur les questions de gestion. Elle présume que, s'il n'a pas établi de rapports intérimaires sur d'autres organismes, c'est parce qu'il n'a constaté aucun problème sérieux, mais elle voudrait qu'on lui explique pourquoi l'UNICEF, entre autres, n'a pas fait l'objet d'un rapport intérimaire, par exemple. En outre, malgré les sérieux problèmes de gestion financière relevés par le Comité des commissaires aux comptes à l'occasion de vérifications antérieures, il n'y a pas de rapport intérimaire pour les comptes de l'ONU. Il est clair que la nouvelle procédure doit être normalisée, et la délégation des Etats-Unis souhaiterait connaître les vues du Comité quant à l'opportunité de publier des rapports intérimaires pour tous les organismes et programmes dont il vérifie les comptes.

8. A propos du rapport sur les comptes de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) (A/45/6/Add.4), la délégation des Etats-Unis estime qu'au moment de décider de l'avenir de l'Institut, l'Assemblée générale devrait tenir pleinement compte des conclusions du Comité. Malheureusement, la situation financière de l'UNITAR a continué à se dégrader en 1990, traduisant, de la part de la plupart des gouvernements, un manque de confiance dans ses activités. La délégation des Etats-Unis observe avec beaucoup d'inquiétude que l'on continue à puiser dans le budget ordinaire de l'ONU pour financer les activités de l'UNITAR; selon le Comité consultatif, la somme avancée par l'ONU devrait atteindre 10 millions de dollars en 1991. Le montant total dû au Fonds général de l'Organisation dépasse apparemment la valeur totale des biens de l'Institut. La délégation des Etats-Unis est résolument opposée à toute nouvelle avance de fonds à l'UNITAR et à toute proposition tendant à ce que l'Institut poursuive ses activités.

9. En tant que contribuant principal à l'UNRWA, les Etats-Unis ont été particulièrement intéressés par les résultats de la vérification des comptes de 1990 (A/46/5/Add.3). La délégation des Etats-Unis se félicite des mesures prises pour résoudre les sérieux problèmes d'administration de la Caisse de prévoyance du personnel régional, et elle présume que désormais le Comité suivra de près le fonctionnement de cette caisse. Elle partage l'avis du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires selon lequel les prestations de cessation de service versées par l'Office à un fonctionnaire ne se justifiaient pas. Elle ne saurait accepter la position prise par l'Office, à savoir qu'en l'occurrence certaines informations n'avaient pas à être divulguées aux vérificateurs, et elle souhaiterait qu'on fasse toute la lumière sur cette affaire.

/...

(M. Michalski, Etats-Unis)

10. La délégation des Etats-Unis se plaît à noter que, d'après le rapport du Comité des commissaires aux comptes (A/46/5/Add.5), dans l'ensemble, la situation du HCR s'est bien améliorée en 1990. En même temps, elle partage les inquiétudes exprimées par le Comité des commissaires aux comptes et le Comité consultatif concernant de graves carences dans la gestion financière, des cas de fraude, de gaspillage et de mauvaise utilisation des fonds, et divers problèmes au niveau de l'exécution des projets. Bon nombre de ces problèmes avaient été relevés lors de vérifications antérieures, il y a déjà plusieurs années pour certains, mais il semble que l'on n'ait guère progressé dans la recherche de solutions. D'autre part, une recommandation antérieure du Comité concernant la gestion comptable des fonds d'affectation spéciale n'a pas été pleinement appliquée, encore que certaines améliorations aient été apportées dans ce domaine. Il faudrait redoubler d'efforts pour définir les modalités de gestion comptable de ces fonds afin d'éviter à l'avenir toute mauvaise utilisation des ressources.

11. Le représentant des Etats-Unis est particulièrement préoccupé par le nombre et la gravité des cas de fraude constatés par le Comité des commissaires aux comptes et il voudrait savoir dans quelle mesure on est parvenu à récupérer les montants détournés. Il s'inquiète aussi, comme le Comité, des dépenses excessives qui ont apparemment été consacrées à l'ameublement des bureaux d'un agent d'exécution (par. 97), et il est entièrement d'accord sur le fait qu'il faudrait rappeler à tous les agents d'exécution que, lorsqu'ils utilisent les contributions des donateurs, le souci du bien-être des réfugiés devrait toujours l'emporter sur toute autre considération.

12. Le rapport intérimaire du Comité des commissaires aux comptes sur le FNUAP (A/46/5/Add.7) contient plusieurs conclusions préoccupantes. Certains problèmes relevés lors de vérifications antérieures avaient amené le Comité à assortir de réserves son opinion sur les états financiers du Fonds, notamment parce que, dans un cas, les agents d'exécution n'avaient pas présenté à temps des états financiers vérifiés. Apparemment, la situation ne s'est pas encore suffisamment améliorée pour que le Comité puisse retirer ces réserves.

13. Un autre problème de gestion sérieux concerne le remboursement de montants excessifs au titre des dépenses d'appui des organisations non gouvernementales chargées d'exécuter des projets financés par le FNUAP. La délégation des Etats-Unis souhaiterait que le FNUAP fournisse une liste des organisations non gouvernementales auxquelles il confie l'exécution de projets, donnant une ventilation des montants remboursés au cours des trois dernières années au titre des dépenses d'appui et autres dépenses d'administration. Cette information serait utile à son gouvernement pour l'administration de ses programmes bilatéraux en matière de population. Le Conseil d'administration du PNUD devrait se pencher sur la question en 1992 et fixer des limites précises aux taux de remboursement des dépenses d'appui des organisations non gouvernementales. Cela est prévu dans le règlement financier du FNUAP, mais rien ne prouve que le Conseil d'administration ait effectivement approuvé des taux précis.

(M. Michalski, Etats-Unis)

14. De nombreuses carences ont été relevées dans les contrôles financiers internes du FNUAP. Des mesures avaient été proposées pour renforcer la capacité de gestion financière interne du Fonds, mais le Conseil d'administration n'a pas approuvé les ressources en personnel requises à cette fin. La délégation des Etats-Unis espère que le Conseil reconsidérera sa position à la lumière des conclusions du Comité des commissaires aux comptes. Faute d'améliorations notables dans la gestion financière du FNUAP, cet organisme risque de manquer de ressources pour exécuter ses programmes. Le Conseil d'administration devrait également examiner la question des avances en espèces qui sont consenties à des gouvernements et à des organisations non gouvernementales, qui semblent ne pas faire l'objet d'un contrôle suffisant. Le Comité des commissaires aux comptes a relevé de nombreux cas où des montants considérables ainsi avancés rapportent des intérêts très faibles.

15. Le rapport intérimaire sur le PNUD (A/46/5/Add.1) amène à penser que, dans son rapport pour l'exercice biennal 1990-1991, le Comité assortira son opinion de réserves, principalement parce que les agents d'exécution du PNUD continuent à ne pas présenter en temps voulu des états financiers vérifiés. Ce manque de coopération de leur part n'est qu'un aspect d'un problème plus vaste, à savoir le fait que le PNUD n'est pas encore parvenu à obtenir des agents d'exécution qu'ils lui rendent compte de l'utilisation des ressources qu'il met à leur disposition, obligation qui leur a pourtant été imposée par l'Assemblée générale et par le Conseil d'administration. Les agents d'exécution continuent à ne tenir aucun compte des demandes pressantes du Conseil d'administration réclamant des informations plus détaillées sur l'emploi des fonds. En l'absence de telles informations, il est difficile de voir si les ressources mises à la disposition du PNUD sont utilisées de manière efficace et rationnelle. Faute d'améliorations notables dans la vérification des comptes des agents d'exécution, les appels en vue du versement de contributions accrues au PNUD risquent de rencontrer peu d'écho.

16. Il y a longtemps que la question de l'obligation redditionnelle des agents d'exécution préoccupe les Etats-Unis. L'Administrateur a assuré à diverses reprises que la situation s'est bien améliorée dans ce domaine, mais le rapport du Comité n'en donne pas l'impression. Il s'agit d'une question très sérieuse, qui va bien au-delà de celle de la vérification des comptes. La délégation des Etats-Unis pense que l'Assemblée générale devrait expressément faire sienne l'opinion du Comité selon laquelle les agents d'exécution qui ne sont pas disposés à signer un accord de base type avec le PNUD ne satisfont pas aux critères énoncés dans la résolution 2688 (XXV) de l'Assemblée générale et, partant, ne devraient pas pouvoir prétendre au titre d'agent d'exécution du PNUD (A/46/5/Add.1, par. 28).

17. Les observations du Comité concernant la gestion du Bureau des services d'appui aux projets préoccupent également la délégation des Etats-Unis, qui reviendra sur les aspects précis de cette question à la prochaine session du Conseil d'administration du PNUD. Les arrangements budgétaires actuels donnent déjà à l'Administrateur la marge de manoeuvre requise pour affecter le personnel nécessaire à la gestion des projets.

/...

(M. Michalski, Etats-Unis)

18. En conclusion, M. Michalski signale que, durant la seule année 1990, les Etats-Unis ont versé des contributions totalisant plus de 250 millions de dollars à trois des organismes considérés. Au moment de déterminer le montant de leurs contributions futures, ils prendront très au sérieux les conclusions formulées par le Comité dans ses divers rapports.

19. M. MENON (Inde) se félicite de ce que, depuis quelques années, la portée des rapports sur la vérification des comptes se soit étendue aux questions d'économie et d'efficacité, en particulier dans le domaine de la gestion.

20. Il voudrait formuler, sur les divers rapports soumis à la Commission, deux observations d'ordre général qui s'appliquent à l'ensemble du système des Nations Unies. Tout d'abord, les soldes créditeurs inutilisés doivent être placés dans des comptes de dépôt portant intérêt afin d'accroître les recettes. Bien entendu, il faut concilier l'objectif d'un meilleur rendement et les besoins en liquidités. Les mesures prises par le HCR à cet égard pourraient servir d'exemple à d'autres organismes tels que l'UNRWA, et aussi l'UNITAR, dont le Fonds "Dons à des fins spéciales" accuse une forte position de liquidité; il convient toutefois de tenir compte de la situation et des besoins particuliers de chaque organisation. En second lieu, c'est aux organismes de financement qu'incombe la responsabilité finale de veiller à la bonne utilisation des ressources. Il faut imposer aux agents d'exécution l'obligation de rendre compte intégralement des fonds qu'ils reçoivent de ces organismes et la négociation d'accords appropriés entre les agents d'exécution et les organismes de financement devrait avoir un caractère prioritaire.

21. Se référant au rapport sur la vérification des comptes de l'UNRWA (A/46/5/Add.3), la délégation indienne juge inacceptable l'argument de l'administration de l'Office qui a fait valoir le caractère confidentiel de certains renseignements pour refuser de fournir au Comité des commissaires aux comptes des informations sur les prestations de licenciement payées à un employé, et elle souscrit pleinement aux observations formulées à cet égard par le Comité consultatif au paragraphe 9 de son rapport (A/46/510). En outre, le programme de projets d'auto-assistance de l'Office devrait être mieux conçu. Il y a, semble-t-il, conflit entre ce programme et le programme d'aide sociale de l'Office. Dans les deux programmes, les projets devraient être élaborés différemment, et les groupes de bénéficiaire visés par chacun d'eux devraient être clairement définis.

22. S'agissant du rapport sur les comptes de l'UNITAR (A/46/5/Add.4), la délégation indienne estime qu'en attendant que l'Institut décide de sa structure à venir, il importe de régler certains des problèmes critiques qui lui sont posés. Elle constate avec regret la diminution des contributions annoncées et la réduction de 45 à 26 le nombre de pays versant des contributions à l'UNITAR. En outre, la dette de l'Institut à l'égard du Fonds général de l'ONU augmente régulièrement chaque année. Il faut trouver le moyen d'améliorer la position de liquidité du Fonds général de l'Institut. Il faudrait en outre que l'Organisation et l'Institut établissent clairement des procédures applicables à la gestion et à l'utilisation du Compte de réserve.

(M. Menon, Inde)

23. Au sujet du rapport sur les comptes du HCR (A/46/5/Add.5), le représentant de l'Inde souligne que sa délégation a demandé à maintes reprises plus de transparence en ce qui concerne les ressources extrabudgétaires et, en particulier, les "autres fonds d'affectation spéciale", et il approuve la recommandation du Comité des commissaires aux comptes quant à la nécessité de faire apparaître séparément chacun des fonds ayant un solde positif supérieur à 500 000 dollars (par. 25). La délégation indienne se préoccupe en outre des irrégularités administratives et financières commises par des employés du HCR ou par des organismes exécutant des projets financés par le Haut Commissariat. Les procédures de contrôle et de surveillance dans ce domaine devraient être renforcées afin d'éviter que des faits de cette nature ne se renouvellent. Il serait bon en outre de remédier aux carences opérationnelles relevées dans les domaines de la présentation des rapports relatifs aux projets, de la livraison et de l'entreposage des fournitures destinées aux secours d'urgence et de l'utilisation des ressources financières. En ce qui concerne la confiscation de marchandises par un pays hôte, évoquée aux paragraphes 87 à 92 du rapport, la délégation indienne estime qu'il faudrait, en effet, chercher à obtenir la restitution des biens confisqués.

24. Se référant au rapport sur les comptes du Centre du commerce international (CCI), le représentant de l'Inde souligne que le Centre, bien qu'il s'agisse d'un organe subsidiaire mixte relevant à la fois du GATT et de l'ONU, est censé se conformer aux règles et règlements financiers et administratifs de l'ONU dans l'exercice de ses responsabilités touchant les fonds d'affectation spéciale. Il devrait être possible d'aligner les accords bilatéraux conclus entre le Centre et les pays donateurs sur les règles et règlements de l'ONU en y introduisant les modifications voulues. Le représentant de l'Inde voudrait savoir si le Centre du commerce international a tenté de le faire et quels sont les problèmes précis auxquels il s'est heurté.

25. Au sujet du rapport intérimaire sur les comptes du PNUD (A/46/5/Add.1), la délégation indienne regrette que des accords de base types n'aient pas encore été conclus entre le PNUD et plusieurs institutions spécialisées agissant en qualité d'agents d'exécution du Programme, et que, même lorsqu'il existe des accords en bonne et due forme, la vérification des comptes ne soit pas pleinement assurée. Il conviendrait de remédier à cette situation conformément à la recommandation formulée par le Comité consultatif au paragraphe 31 de son rapport (A/46/510). Il est en outre préoccupant qu'au titre du Bureau des services d'appui aux projets, les budgets des projets fassent apparaître, dans un grand nombre de cas, des soldes négatifs et, pour certains, d'importants soldes inutilisés. Comme indiqué au paragraphe 39 du rapport intérimaire, cela dénote de graves lacunes dans la planification et l'exécution des projets. Cependant, la délégation indienne n'en conclut pas hâtivement que le nombre de nouveaux projets administrés par le Bureau des services d'appui aux projets devrait être contrôlé. Il serait plus indiqué d'envisager de déléguer plus largement aux bureaux extérieurs les pouvoirs actuellement confiés au Bureau en ce qui concerne ces projets. Quant à la

/...

(M. Menon, Inde)

question des procédures d'achat, la règle relative à la délégation des pouvoirs permettant de procéder localement à des achats jusqu'à concurrence de 20 000 dollars devrait être strictement appliquée.

26. En ce qui concerne le rapport sur les engagements non réglés (A/46/404), la délégation indienne n'est pas, par principe, favorable à ce qu'il soit fait des exceptions au règlement financier ni à ce qu'il soit passé outre à certaines de ses dispositions, à moins de nécessité absolue. Dans le cas précis dont il s'agit, la délégation indienne souhaiterait que d'autres explications soient fournies pour justifier la proposition du Secrétaire général, compte tenu des observations formulées par le Comité consultatif au paragraphe 35.4 de son rapport sur le projet de budget-programme (A/46/7), avant qu'une décision ne soit prise.

27. En conclusion, le représentant de l'Inde souligne que l'efficacité de la gestion financière exige que les administrations concernées remédient efficacement et rapidement aux lacunes et carences mises en lumière par le Comité des commissaires aux comptes. Il note avec satisfaction, dans le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur l'application de ses recommandations antérieures (A/46/299), que les administrations ont entrepris de le faire. La poursuite de la coopération entre le Comité des commissaires aux comptes et les diverses administrations contribuera à améliorer les résultats financiers et le fonctionnement administratif de l'ensemble du système des Nations Unies.

28. M. FAZL-I-MAHMOOD (Pakistan) estime que l'obligation de rendre des comptes, outre qu'elle favorise l'introduction de réformes, a pour effet de renforcer la confiance des Etats Membres dans le fonctionnement et les activités de l'Organisation. Les travaux effectués chaque année par le Comité des commissaires aux comptes ont essentiellement pour but de s'assurer que les divers organismes du système des Nations Unies dépensent leurs fonds conformément au règlement financier et aux décisions des organes délibérants. Les rapports financiers et les états financiers vérifiés permettent de contrôler la situation financière de l'ensemble du système.

29. Le rapport que le Comité des commissaires aux comptes a établi sur l'application de ses recommandations antérieures (A/46/299) est une initiative positive. Il faudrait que cette pratique se poursuive afin de tenir les Etats Membres au courant des mesures de redressement qui ont été prises et de leur donner en même temps la possibilité de se rendre compte si d'autres réformes sont nécessaires.

30. La vérification des comptes proprement dite n'est que la première étape du processus de vérification qui n'est pas achevé tant que les organes directeurs et les administrations des organisations dont les comptes ont été vérifiés n'ont pas appliqué les recommandations du Comité. Les derniers rapports montrent qu'en 1990, le Comité des commissaires aux comptes et le



(M. Fazl-I-Mahmood, Pakistan)

Comité des opérations de vérification des comptes ont étroitement coopéré avec les services de vérification interne des comptes des diverses organisations, ouvrant ainsi la voie à des activités bien coordonnées.

31. Toutefois, si, dans certaines organisations, des irrégularités continuent d'être relevées dans les procédures financières, c'est peut-être en raison de difficultés structurelles. Les procédures devraient être conçues de façon à garantir le respect des règles financières sans pour autant empêcher les organisations de poursuivre leurs programmes et activités. La délégation pakistanaise souligne qu'il importe de garantir que les ressources financières sont efficacement gérées et que les règles financières sont respectées par les organisations du système des Nations Unies dans toutes leurs activités.

32. Le Comité des commissaires aux comptes ne s'est pas contenté de déceler les faiblesses et irrégularités, il a aussi formulé des suggestions constructives qui méritent d'être attentivement examinées. La délégation pakistanaise estime, comme le Comité des commissaires aux comptes, que les agents d'exécution des programmes du PNUD doivent être tenus pour responsables de l'utilisation des ressources qui leur sont allouées, au même titre que le Programme lui-même. L'Administrateur du PNUD assumant la principale responsabilité des fonds que reçoit le Programme, il importe que les accords de base types, que certains agents d'exécution n'ont pas encore signés, soient conclus sans plus tarder. Les agents d'exécution devraient en outre présenter dans les délais requis des données vérifiées sur les dépenses qu'ils ont engagées au titre des programmes.

33. L'UNRWA devrait suivre le conseil que lui a donné le Comité des commissaires aux comptes et placer son encaisse non utilisée (soit l'équivalent de 20 millions de dollars) dans des comptes de dépôt plus rémunérateurs, compte tenu en particulier de la crise financière actuelle de l'Organisation. La délégation pakistanaise souscrit en outre à l'opinion des commissaires aux comptes selon laquelle il faudrait prendre en considération, lors de l'établissement des prévisions budgétaires, la diminution des contributions volontaires.

34. Le représentant du Pakistan espère que les chefs de secrétariat et les organes directeurs des divers organismes et organisations du système prendront bonne note des rapports des commissaires aux comptes. Il souligne une fois encore la nécessité du contrôle budgétaire, de la soumission des budgets de divers programmes dans les délais requis, du renforcement des mécanismes de vérification interne des comptes et de l'amélioration des procédures comptables. La synthèse établie par le Comité des commissaires aux comptes devrait comprendre un examen des mesures prises par les divers organismes en fonction des commentaires et observations du Comité des commissaires aux comptes et du Comité consultatif.

(M. Fazl-I-Mahmood, Pakistan)

35. En conclusion, le représentant du Pakistan souligne qu'il importe de faire en sorte que les divers organismes des Nations Unies utilisent au mieux les ressources mises à leur disposition en améliorant et en rationalisant leurs procédures, afin qu'ils obtiennent les meilleurs résultats possibles au service de l'humanité et atteignent les buts et objectifs des Nations Unies.

La séance est levée à 11 h 20.